

Les focus de l'année 2010

Avril 2010

De la ressource en milieu culturel

Extrait d'Irmactu,
la lettre d'information électronique de l'Irma
www.irma.asso.fr



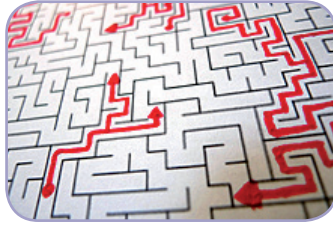
centre d'information et de ressources
pour les musiques actuelles

DE LA RESSOURCE EN MILIEU CULTUREL

Une fonction, des métiers, un engagement

Dossier réalisé par Gilles Castagnac, Jean-Noël Bigotti, Camille Gillet et Mathias Milliard

Alors que s'annonce, pour le 1^{er} juin, une journée de colloque des centres nationaux d'information du spectacle et que vient de s'achever la « Quinzaine de la ressource en musiques actuelles », ce focus puise dans cette actualité pour présenter cette nouvelle fonction qu'est la ressource en milieu culturel. En quoi consiste-t-elle ? Qui sont ses acteurs ? Pour quelles actions ? Quels objectifs ? Quel rôle joue-t-elle dans les politiques culturelles ?



En général, les ressources désignent les « matériaux » – matières premières, énergies, ingénieries... – mobilisables pour construire ou agir, ce qui donne un appui aux initiatives. Et tout le monde s'accorde pour considérer que leur gestion et leur répartition est d'intérêt général.

En tant qu'activité, la ressource consiste à mettre à disposition des outillages adaptés aux besoins d'être équipé, informé, formé... Cette forme d'accompagnement est aujourd'hui une logique incluse dans de nombreux secteurs d'activités, notamment ceux du domaine culturel.

Mais cela peut prendre de nombreuses formes et, si on peut s'entendre sur les enjeux, cela fait aussi appel à de multiples savoir-faire.

Le besoin d'information installe des réponses...

La mise à disposition de ressources est constitutive des enjeux de politiques publiques. Dans le domaine du spectacle vivant, la mise en place d'équipements dédiés (a fortiori de réseaux de salles) relève par exemple de cette logique. De même pour la construction d'une infrastructure d'écoles et de sa répartition territoriale... Mais ces « politiques » sont si évidentes que leur objet (la diffusion, la formation) prend le pas sur leur démarche et constitue des éléments autonomes des politiques culturelles. Cela devient par contre plus compliqué lorsqu'il s'agit d'information.

Historiquement, il semble que ce soit le Cenam (Centre national d'action musicale) qui en constitue la première manifestation. Créé en 1976 (et dissout en 1993), cet organisme, issu des fédérations amateurs de chorales et d'harmonies, met en place une politique d'édition qui mêle guides et cahiers. Il organise, de plus, la « tutelle » des associations départe-

mentales (ADDM¹) qui la relaient et, parfois, ajoutent un « I » (comme information) à leur acronyme. Mais c'est surtout à partir du début des années 1980, avec la nomination d'un journaliste – Alex Dutilh – à sa tête, que cet outil national élargit sa fonction et s'empare du besoin de circulation de l'information pour l'ensemble du domaine musical.

Du côté du théâtre, le CNT est créé en 1992. L'initiative vient de Bernard Faivre d'Arcier – alors directeur d'Avignon – qui souhaite faire exister un centre de documentation professionnel auprès du festival. Depuis, sa logique s'est affinée notamment autour d'un triptyque « documentation, information, conseil », complété par des actions de soutien, tel que l'aide à la création de textes dramatiques.

Le ministère de la Culture est également à l'origine de la création, en 1993, de l'association nationale pour le développement des arts de la rue et des arts de la piste, plus connue sous le nom de Hors les murs. On y retrouve des missions de documentation, d'information, rencontres, expertise, édition... y compris via la publication de revues, dont le magazine *Stradda*.

L'Irma, lui, naît en 1994 de la fusion de trois centres d'information, le CIJ, le CIR et le CIMT. Créés indépendamment, ils ont en commun d'être issus d'une mobilisation des acteurs et de se définir en tant qu'outils de circulation de l'information, en commençant par le recensement des professionnels et des entreprises. La formation et l'édition sont constitutives des activités de l'association, depuis son origine en 1986.

Depuis 1999², ces centres nationaux de ressources (CNT, HLM, Irma...) mènent des actions communes. Associés au sein d'une Conférence permanente, ils organisent, avec succès, des journées d'informations juridiques [cf. encadré] sur des thèmes transversaux au spectacle vivant, et en partenariat avec le département ressources professionnelles du Centre national de la danse et le service d'informations musicales de la Cité de la musique.

... et génère des métiers adaptés

Dans un autre registre, les Cnar (Centres nationaux d'appui et de ressources) ont été créés par la Caisse des dépôts et le ministère en charge de l'Emploi, en tant que maillons nationaux des DLA (dispositifs local d'accompagnement). Ils se positionnent sur six secteurs d'activités... dont un dédié au domaine culturel et animé par l'association Opale/Culture & proximité. En lien avec une cinquantaine de fédérations culturelles, il est à l'origine de nombreuses enquêtes, principalement dans le monde associatif.

L'une de ces études, portant sur l'utilisation du dispositif emplois jeunes conforte l'analyse menée par un groupe de travail initié par le CIR et ses correspondants en région ; elle montre que 39 % des postes ainsi créés sont sur des missions liées à l'accompagnement des pratiques et des projets (lieux de ressources notamment). C'est sur cette logique que se crée, en 2005, le Réseau Ressource soucieux de connecter ces nouveaux acteurs professionnels présents sur l'ensemble du territoire. Il contribue au ForuMa de Nancy en y défendant la nécessité d'une politique de la ressource, avant d'élaborer, en 2006, une charte professionnelle construite collectivement et, tout récemment, un référentiel métier du chargé(e) d'info ressource [cf. plus bas, « Présentation du Réseau Ressource »].

En parallèle, une autre notion, connexe, est également venue compléter ce paysage : l'observation. Préconisée, dès 1999, par le rapport de la Commission nationale des musiques actuelles, elle a abouti à la création de l'Observatoire national de la musique qui publie depuis moult analyses et données chiffrées. De même pour le centre de

1. Dont on rappelle qu'elles furent le premier acte de décentralisation du ministère de la Culture, avant même la création des Drac.

2. À noter que ces centres avaient auparavant collaboré pour leurs annuaires respectifs – voire une collection de Mémentos du spectacle impliquant également Actualités de la scénographie, éditeur du BTS.

ressources du CNV qui permet aujourd'hui de décrire de manière précise l'activité des spectacles de variété. Mais cette question a également été très présente, de manière plus transversale, dans les Entretiens de Valois et a suscité de nombreuses actions régionales souvent intégrées aux agences culturelles, voire des initiatives de réseaux, comme celle de la Fédurok et de son OPP (observation participative et partagée).

Entre outils, analyse et accompagnement, les facettes de la ressource sont aussi multiples que ses richesses. À l'aune de ses nombreux enjeux, elle fait donc appel à des compétences diversifiées.

Les métiers de la ressource

La mise en place de centres de ressources s'est accompagnée d'une organisation des tâches, des savoir-faire et, par conséquent, des métiers de l'information-ressources.

Si des spécificités peuvent exister selon les organismes, les secteurs, leur approche et leurs publics, ces métiers s'articulent autour d'une dynamique allant de la veille d'information à sa transmission, en passant par une production d'outils appropriés. Il s'agit donc d'un travail de médiation et de mise à disposition, qui nécessite une expertise en amont (sur l'information) et en aval (sur la demande et les besoins de services).

Profondément liés à l'intérêt général, ces métiers de services se définissent également par une éthique. Un devoir de neutralité s'impose pour que chacun, au cas par cas, puisse obtenir les informations et les outils nécessaires au développement de ses projets : « L'implication des centres de ressource doit être encadrée. Elle ne s'effectue légitimement qu'au titre de l'accompagnement et, surtout, ne doit pas être inféodée à d'autres objectifs, quels que puissent être leurs intérêts par ailleurs » (*Pour une politique de ressource, contribution du Réseau Ressource*).

En 2003, les centres de ressources nationaux, Hors les murs (arts de la rue et du cirque), le Centre national du théâtre et l'Irma ont effectué ensemble une analyse détaillée de leurs activités et ont, à partir de leurs expériences, défini 5 grands champs d'activité envisageables par la ressource :

- le conseil (accueil, orientation, information...);
- l'expertise (étude, consultation, rencontre, veille, statistique...);
- l'animation de réseaux professionnels (animation, coordination, promotion, international...);
- la mise en place d'actions (conférence, conduite de projets, accueil et suivi de réunions, mutualisation, production, salon...);
- la formation (stage, actions pédagogique, formateur...).

De même, cette analyse distinguait également les « services physiques » (bibliothèque, salle de travail, conférence, librairie...) et les « productions » (base de données, télématique, édition, annuaire, fiche pratique, guide, glossaire, fil d'actualités, périodique, annonce...).

Au niveau des musiques actuelles, le Réseau Ressource vient de mettre en place un référentiel métier pour le chargé d'information-ressources. Ce long travail d'analyse permet « d'identifier les différents domaines de compétences et aptitudes nécessaires ou utiles pour exercer ce métier ». Il définit six grandes familles d'activité qui fonctionnent comme différents étapes dans le processus d'accompagnement :

- la veille d'information (à la fois sectorielle et territoriale);
- la gestion de l'information (collecte, traitement, production, patrimonialisation);
- la transmission de l'information (conception d'outils, diffusion du savoir);
- la médiation individuelle (orientation, conseil personnalisé, diagnostic);
- la médiation collective (programme de formation, organisation de rencontres);
- l'ingénierie de projet (expertise et accompagnement de projets).

Dans ce document, une cinquantaine de compétences sont listées et organisées par tâches et missions. Mais il n'est pas rare que l'ensemble des activités d'un centre de ressources soit tenu par une ou deux personnes; l'économie de la ressource ne permettant pas forcément de multiplier les embauches. Au final, sur le terrain, les chargés d'information-ressources partagent généralement une forme de polyvalence professionnelle.

Au-delà de l'expertise, les métiers de la ressource tirent également leur crédibilité de leur capacité à s'adapter aux évolutions des pratiques, notamment en fonction des développements technologiques. L'idée que, « pour l'information, il y a google » et qu'il n'y aurait pas besoin d'autre chose ne s'accorde pas avec l'engagement des centres de ressources, qui cherchent à distinguer du lot une information qualifiée et expertisée selon chaque besoin spécifique. Ainsi, les centres de ressources ne s'engagent pas sur des réponses formatées, vite obsolètes, mais développent une faculté prospective et « préparent aux mutations à venir en 'imprimant' l'impératif d'évolution dans la définition même de leur nature » (*Pour une politique de ressource*).

Quels outils pour quels publics ?

Quel public ?

D'aucuns résument la ressource à un comptoir d'accueil souriant et une borne Internet... Grave erreur !

Chaque profession détermine des processus à mettre en place pour s'exercer correctement. Certains sont précisément décrits et correspondent à des protocoles (un médecin va d'abord faire un diagnostic pour pouvoir soigner un malade), d'autres sont plus empiriques et répondent à un souhait de gagner du temps. Mais la plupart des métiers (particulièrement depuis l'industrialisation) mettent en place des cahiers des charges pour savoir comment répondre à une demande. L'information ressource utilise les mêmes principes.

L'activité d'information-ressources peut souvent se schématiser via le triptyque suivant : recueillir des informations => mettre en forme => distribuer, et ce, quel que soit le moyen d'informer le public que l'on a développé (agenda, conseil, livre, fiche pratique, affichage, documentation, conférence, annuaires...) et son axe de retour : quels besoins ? comment y répondre ? où trouver l'expertise ? Donc, premier point incontournable : à qui m'adressé-je ? Quel est le public qui va consulter ma production ? Quel sera le moyen de me mettre en contact avec celui-ci ?

Bien souvent, l'usager ne sait même pas exactement ce qu'il veut et se limite à des notions très vagues par rapport à son projet (« je veux faire un disque » en est un bon exemple : est-ce un disque, une maquette ? Pour en faire quoi ? Avec quels budgets, avec quelle promotion ? Le groupe a-t-il une expérience significative ou doit-il chercher des soutiens en termes d'accompagnement ?...); aussi la première mission sera d'arriver à faire formuler convenablement la demande correspondant au public et de chercher des moyens de mutualiser ces réponses pour gagner du temps sur les prochaines sollicitations.

Un des principes qui anime l'activité de ressource est de ne pas préjuger de ses publics car il est important de bien prendre conscience qu'un porteur de projet (manager, artiste, producteur...) n'aura pas les mêmes interrogations qu'une institution, qu'un journaliste ou un chercheur... Par ailleurs, dans une même catégorie, les demandes diffèrent bien évidemment en fonction du niveau de développement du porteur de projet. Chaque projet est un cas particulier qui va s'insérer de manière différente dans un environnement, certes commun, mais aux multiples « réalités ».

Quels outils ?

Une fois déterminé quel est le public et ses besoins, on pourra catégoriser les demandes récurrentes. Ensuite, on pourra éventuellement passer à l'étape de réalisation d'outils

utiles pour aider les utilisateurs à structurer leur chemin et écrire leur propre histoire.

Il existe des outils « de base » pour informer tous les publics : que ce soit un agenda, un tableau d'affichage, du conseil, etc. : toutes les solutions pour informer facilement. Chaque centre de ressources développera ensuite des outils spécifiques pour correspondre à ses publics et à leurs modes d'appropriation : les réponses de la danse et du théâtre utiliseront peut-être des méthodologies communes, mais pour des réponses différentes et des outils spécifiques³.

Par exemple, je veux me lancer dans l'activité de création d'entreprise phonographique dans les musiques du monde, et je vais consulter un guide pratique qui m'explique comment faire)... Chacun pourra suivre des formations avec des intervenants adaptés à son niveau de développement et aux interrogations qui vont « avec ». Le répertoire de bons contacts est un des premiers outils (avec l'agenda des spectacles) qui est mis en place par toutes les structures, car il permet de quantifier mais aussi de qualifier les professionnels⁴. Puis vient souvent la formation et la fiche pratique pour permettre à chaque nouvel arrivant dans le secteur de maîtriser un certain nombre de concepts qui faciliteront sa compréhension de sujets, mais aussi l'acquisition de vocabulaire, de principes fondamentaux. Mais la fiche pratique est aussi un condensé, un outil qu'on doit pouvoir relire de manière différente aux différentes étapes de son appropriation.

La nature abhorre le vide? Et bien c'est pareil pour les outils à destination des professionnels. À chaque usage, une application concrète; c'est d'ailleurs ce qui rend l'acquisition rapide de compétences dans notre secteur aussi difficile. Il faut du talent, de la persévérance et du réseau... et des personnes compétentes pour expliquer comment on fait.

Chaque outil développé est une partie du kit de la ressource... Charge à chacun de s'approprier ledit outil en fonction de ses capacités (qui peuvent évoluer), de ses projets, de son temps... Mais ce qui doit animer les acteurs de la ressource, c'est la volonté de fournir les meilleurs outils pour empêcher des porteurs de projets d'aller au casse-pipe (et là peu importe que l'on s'adresse à des danseurs, des chanteurs, des techniciens...) et surtout des méthodologies de fonctionnement. Et pour ce faire, il faut bien prendre en compte la nécessité de créer des outils qui anticipent les problèmes rencontrés par les publics auxquels on se réfère, de chercher à améliorer ceux que l'on a développés. La fonction ressource, c'est aussi beaucoup de veille, car la fonction de ressource n'est pas un acte isolé. Au contraire. Il n'y a pas de concurrence et la ressource s'enrichit en profondeur et en réseau.

Récemment, différents professionnels de la ressource se sont aperçus qu'il manquait un outil pour recenser les documents liés aux musiques actuelles. Et c'est ce qui a prévalu à la création de RéseauDocs, outil mutualisé pour la documentation des musiques actuelles (voir plus bas, « Présentation de RéseauDocs »).

Quelles limites?

Il est très difficile de dissocier l'outil créé pour faciliter le travail de la personne (ou du collectif) qui développe cet outil. Et cela, pour plusieurs motifs.

Premièrement, le type d'outils développé est adapté au type de public que l'on reçoit dans ses locaux, pour qui l'on écrit ou qui consulte le site. En bref à chaque public, des outils différents, adaptés, voire déclinables.

Deuxièmement, la réactualisation de ces mêmes outils est bien souvent liée à la compétence de la personne qui a créé l'outil : une fiche pratique sur la gestion des équipements culturels nécessite des compétences qui sont en général liées à l'exercice d'une profession (avocat, administrateur).

3. Ce qui est normal : on est tous pareils mais différents.

4. Ce qui est d'ailleurs intéressant car on se rend compte qu'être présent dans les annuaires professionnels permet de prouver que sa structure existe dans le secteur où l'on évolue ; l'annuaire comme une sorte de sésame ?

Troisièmement, pour éviter le syndrome de l'irremplaçabilité (je développe des outils que je suis seul à pouvoir modifier), il importe de créer des manières d'être remplaçable... de trouver des façons pour que l'information circule, quitte à passer du temps sur les process...Ce qui caractérise l'activité d'information-ressources n'est pas tant la capacité à maîtriser chaque domaine d'activité, mais de savoir où aller chercher les informations pour les différents publics que l'on accueille. Jusqu'à une certaine limite qui oblige à renvoyer sur d'autres compétences. D'où l'intérêt de développer des partenariats. Et des réseaux.

Autre limite, celle de la validité des infos. Donner une info peut être simple, en garantir l'entretien est une autre paire de manches. Face à la sur-information, la responsabilité de la ressource est aussi de nettoyer, mettre à jour, remettre en cause... Ainsi, on se pré-occupera plus de transmettre une logique, une démarche que de simplement s'en tenir à des chiffres ou des textes qui peuvent rapidement devenir obsolètes. Incorporer ses sources dans le message reste un principe de base.

De même, face à cette apparente profusion, il conviendra d'établir des priorités, de trier. Une documentation n'est pas un lieu d'archivage et d'enfouissement quantitatif. La ressource relève des sciences de l'information. Elle doit savoir s'adapter à l'économie de l'attention. La donnée n'a de sens que si elle mobilisée. C'est son adéquation avec la preuve du besoin qui lui confère son importance et justifie le temps qu'on lui a consacré.

Enfin, la ressource ne se limite pas à une simple confrontation de face à face. Elle vise l'impact. Chaque utilisateur est lui-même un relais. Émetteur, le centre de ressources va au-delà de sa clientèle identifiée. Face à son secteur, il a responsabilité d'insuffler, de savoir qu'il va être cité, repris, voire déformé. À lui d'anticiper et de prolonger son accompagnement.

Des enjeux structurants

Ainsi, la ressource n'est pas forcément une affaire simple. Sa mise en œuvre nécessite un cadre, des compétences et des moyens adaptés, prompt à se mettre « au service de » tout en étant préservé de tous risques d'instrumentalisation.

En retour, une fois organisée, la ressource produit des effets éminemment structurants. Son action, souvent trop évidente pour être totalement visible, passe par la conception et l'animation de services partagés ; ceux-ci ont, de plus, vocation à vivre leur propre vie car, une fois mis à disposition, ce sont les utilisateurs qui les valident (ou non). De fait, une base de données de contacts mise en circulation, ça ressemble bien à ce qu'on appelle aujourd'hui un « réseau social », non ?

La ressource repose également sur une logique de mutualisation. Elle agit pour un « secteur » qui lui saura gré de lui « faire gagner du temps » et d'assurer une mise à niveau permanente. Dans ce sens, elle produit de l'inclusion, en enrichissant la qualification de son secteur.

Cette inclusion porte aussi bien sur l'aval (les utilisateurs) que sur l'amont (la ressource de la ressource). À ce titre, les acteurs de la ressource travaillent aussi « hors secteur », à eux d'aller aussi chercher les informations « ailleurs » (par exemple sur la création d'entreprise, les nouveaux usages, les accompagnements de l'emploi, les évolutions juridiques, les dispositifs européens...).

Mais, plus que par la « matière », c'est par la fonction qu'on définira le mieux la ressource. Il s'agit bien d'une démarche complète et porteuse de responsabilités qui doivent s'adapter aux différents bénéficiaires.

C'est dans cette dynamique qu'ont été élaborées les rencontres « Enjeux de la ressource dans le domaine culturel » qui se tiendront le 1^{er} juin à Paris.

INTERVIEWS • LA RESSOURCE VUE PAR LES CENTRES INFO

Propos recueillis par Mathias Milliard et Jean-Noël Bigotti

Chargés d'info et directeurs de centres de ressources expliquent le rôle joué par leur activité sur un territoire et/ou un champ artistique, et reviennent sur l'implication de leur structure au sein des politiques publiques.

*

Vincent Priou
Directeur de Trempolino et président du Réseau Ressource

Comment évaluez-vous l'impact de votre activité d'information-ressource sur le secteur musical en Pays de la Loire ?

La question de la ressource doit être prise dans une globalité. Il s'agit d'accompagner les opérateurs artistiques et culturels dans la mise en œuvre de leur projet en participant au développement des connaissances et en mettant des moyens nécessaires à leur réalisation. Nous avons dépassé la simple mise à disposition d'une information. Dans un contexte culturel et artistique en évolution constante, dans une période de repositionnement des fonctions et des métiers, il s'agit d'accompagner les mutations, d'interagir dans la structuration des parcours et des projets. Aujourd'hui, le centre info ressources, informe, conseille, forme, permet de comprendre et d'analyser, favorise la prise de décision, participe ou développe des dispositifs économiques ou d'insertion professionnelle, s'inscrit dans la production de politiques publiques.

En Pays de la Loire, le réseau Tohu Bohu, coordonné par Trempolino, structure l'information ressources. Il est organisé de façon départementale avec des points info ressources, des outils mutualisés (base de données, magazine, site, conférence...). La proximité avec les acteurs est indispensable, mais la notion de réseau régional, national (Irma, Réseau Ressource, Réseau Printemps...) contribue à un meilleur accompagnement des opérateurs. Une structure ressource comme Trempolino (tête de réseau) qui porte un ensemble de compétences (spectacle vivant, disque, juridique, économique, pédagogique, artistique et culturel) concerne ou a concerné quasiment l'ensemble des projets artistiques présents sur les scènes nationales et internationales. Les sollicitations sont différentes en fonction des artistes ou opérateurs, de leurs parcours et de leurs ambitions. En effet, la structuration professionnelle commence y compris par l'information et le juste positionnement des projets. C'est pourquoi les sollicitations sont grandes et la responsabilité des personnes ressources essentielle.

C'est dans ce sens que le Réseau Ressource (et son coordinateur Mathieu Lambert) est fondamental pour structurer et organiser les compétences et les métiers qui en découlent.

Quelques chiffres côté Trempolino :

- les actions autour de l'information ressources concernent 1700 à 2000 personnes chaque année (forums, débats...);
- les conseils représentent 1500 rendez-vous dans les domaines du cadre juridique et

- du droit d'auteur, de la programmation et de la diffusion, de la production discographique, de la recherche de financement...;
- les actions de formation concernent 950 stagiaires à l'année;
- les actions d'accompagnement artistique concernent entre 1000 et 1500 personnes chaque année...

Qu'apporte cette activité à l'élaboration des politiques culturelles de la région ?

Les politiques culturelles régionales reposent sur la structuration du territoire et sur son organisation. Il est nécessaire de développer les dispositifs pertinents qui contribuent à l'intérêt général. Et il me semble que les centres info ressources sont des espaces de veille et d'observation importants pour y contribuer. La concertation permanente, la mise en réseau des opérateurs est fondamentale pour construire, avec les collectivités, les politiques publiques adaptées aux enjeux. Nous avons dépassé la définition non concertée des politiques publiques (du moins en Pays de la Loire en lien avec le Pôle). Aujourd'hui il s'agit de sortir de l'enfermement que présente le financement culturel pour intégrer les soutiens au sein des politiques générales (emploi, formation, développement économique, insertion...).

La question du sens donné aux politiques culturelles est fondamentale, elle ne peut être dissociée du territoire et des personnes qui y vivent. Les contrats de développement pluriannuels contribuent dans un cadre de concertation à engager des politiques pertinentes. Ils doivent reposer sur une approche globale et non sectorielle des choses. La notion de territoire doit être entendue dans un rapport qui contribue à développer de nouveaux équilibres dans le respect de la diversité, dans l'organisation du vivre ensemble.

Les acteurs de l'information ressources sont pleinement conscients de cet enjeu, acteurs de la mise en réseau, accompagnateurs des initiatives, ils sont en connexion directe avec les opérateurs. C'est dans ce sens que le Réseau Ressource engage une évolution de son projet afin de mieux prendre en compte les mutations d'une société en marche et contribuer pleinement dans une logique d'engagement au développement des projets et des personnes qui les portent. Cette démarche favorise les partenariats multiples, les interactions entre les politiques publiques, une nouvelle formalisation de la relation avec les porteurs de projet.

*

Christophe Blandin-Estournet
Directeur de Culture o Centre, ateliers de développement culturel

Comment évaluez-vous l'impact de votre activité d'information-ressource en région Centre ?

Offrir un service d'information et de conseil au bénéfice des acteurs de la vie artistique et culturelle constitue l'une des missions premières de Culture o Centre, ateliers de développement culturel. Toutefois l'évolution des conditions de la production artistique et des politiques culturelles (à commencer par celle de l'État) nous contraint à modifier nos repères et outils d'analyse tant du champ artistique que culturel. En menant un projet basé sur le partage de la ressource et la construction de synergies, Culture o Centre a cherché à mobiliser les partenaires publics, les professionnels et autres opérateurs culturels autour d'objectifs clairs, afin de faire vivre un espace original de connaissances, de transfert d'expériences et d'imagination au service des arts et de la culture, en s'appuyant notamment sur une démarche de co-construction. Enfin le travail de Culture o Centre, dans ses différentes déclinaisons, prend aussi en compte la diversité des usagers concernés : professionnels (artistes et opérateurs), collectivités territoriales et publics.

Qu'apporte cette activité à l'élaboration des politiques culturelles de la région ?

Culture o Centre n'invente pas la politique régionale mais, en est un outil (au même titre que d'autres structures culturelles régionales : Centre Images, Livre au Centre, le Frac, le domaine de Chaumont...) qui permet de mieux comprendre le territoire. Doté d'une mission de coordination et d'information générale, à même de faire se croiser les arts et leurs problématiques, Culture o Centre joue, sur le territoire régional, un rôle singulier de lien, véritable « tête de pont » de ces orientations culturelles régionales. À ce titre, il participe pleinement au « service public de la culture ». Par ailleurs, Culture o Centre, développant une activité de production, est à la fois dans l'accompagnement et la mise en œuvre de la pratique artistique et culturelle.

*

Émilie Wacogne

Chargée du centre de ressources Banlieues d'Europe

Comment évaluez-vous l'impact de votre activité d'information-ressource sur le secteur musical ?

Nous avons un impact limité sur la diffusion des industries musicales. Au-delà d'autres disciplines artistiques sans doute mieux représentées dans notre réseau, nous réunissons cependant des artistes musiciens développant des pratiques avec des publics ciblés, impliquant des créations participatives de qualité. Nous travaillons également en lien avec le Bureau européen de la musique (Bruxelles) sur des actions de rencontres professionnelles, qui permettent une mise en réseau transdisciplinaire, autour en particulier des cultures urbaines et des musiques du monde, et dans une moindre mesure des musiques actuelles.

Qu'apporte cette activité à l'élaboration des politiques culturelles et musicales ?

Nous défendons l'idée que la frontière amateur/professionnel devrait être plus aisément franchie en faisant travailler professionnels et amateurs ensemble sur des projets de création dits "participatifs" dans la durée. Nous valorisons ce type de pratique dans notre rôle de centre de ressources et à travers la valorisation de projets dans nos outils de communication. Notre réseau réunissant également des responsables de politiques publiques au niveau local, national et européen. Nous espérons que les axes que nous défendons sont ainsi pris en compte dans l'élaboration des politiques culturelles.

*

Christiane Louis

Responsable du service d'information de la Cité de la Musique

Comment évaluez-vous l'impact de votre activité d'information-ressource sur le secteur musical ?

Le service d'informations musicales de la médiathèque fut conçu à l'ouverture de la Cité de la musique comme un lieu d'information, ouvert à tous, essentiellement concentré sur la pratique en amateur. À partir de ce terme vague et largement inopérant en termes de travail d'information, notre activité s'est rapidement déployée autour des offres de formation et de pratique musicales de tous types, puis s'est étendue aux nombreux métiers concernés par la musique : toutes les variantes de transmission et d'enseignement, la facture instrumentale, les métiers du son, les métiers de l'administration et de la gestion... Aujourd'hui, au-delà de l'information sur les études, les formations et les pratiques, nous intégrons les aspects touchant à la vie professionnelle et aux questions d'insertion sur le marché du travail dans le secteur musical.

L'organisation et la structuration du secteur sont particulièrement complexes. Les demandes de nos publics sont d'abord fortement concentrées sur les questions de formation et de métiers. Décoder les schémas d'enseignement, la place et la validation des diplômes, les liens avec les études universitaires européennes, avec la formation continue et surtout intégrer la question des débouchés professionnels n'a rien d'évident.

La question de l'orientation vers des études et des formations supérieures ou professionnelles est devenue cruciale et commence à être intégrée par les institutions d'enseignement elles-mêmes : Éducation nationale, universités ou conservatoires commencent – encore timidement – à s'investir dans ce sujet et à les intégrer dans leurs démarches pédagogiques.

Avant que nous n'investissions ce rôle d'information, de conseil et d'accompagnement (ce qui peut être une définition possible d'un lieu ressources), rien n'existait au niveau des musiques dites « classiques ». On supposait que la longueur et l'investissement sur les études suffisaient à garantir débouchés et insertion professionnelle. Ce n'est évidemment plus le cas. Les musiciens sont bien moins spécialisés qu'avant et leurs parcours professionnels sont à la fois riches, variés et avec une bonne dose d'aléatoire. Les secteurs artistiques sont de plus en plus mixés, poreux et doivent être connus ou investis par les différents professionnels.

Dans notre approche d'accompagnement au projet, nous nous sommes d'ailleurs fortement inspirés des démarches des musiques actuelles pour aborder les questions de promotion, de communication ou de connaissance des multiples réseaux qui interagissent dans tous les domaines culturels.

Qu'apporte cette activité à l'élaboration des politiques culturelles et musicales ?

Cette dimension de l'information et de la ressource pour les acteurs du domaine, son importance dans le fonctionnement général du secteur commence à émerger en tant qu'élément constituant de l'environnement professionnel. C'est aussi parce qu'il y a eu une forte évolution de nos métiers : de collecteurs spécialisés d'informations, nous devenons des médiateurs, des interlocuteurs et des conseillers. Nous fournissons de l'information mais surtout nous la décodons pour nos publics, à un niveau collectif et individuel – c'est notre valeur ajoutée.

Il y a certainement une influence de nos activités (même indirecte) dans le fait que les programmes de formation et les cursus pédagogiques commencent à prendre en compte la dimension du projet de l'élève ou de l'étudiant, que les lieux de culture intègrent cette activité. Sans approche de la ressource, de l'information, il ne peut pas y avoir de construction de projet individuel.

*

Sophie Mercier
Directrice du Bureau Export

Comment évaluez-vous l'impact de votre activité d'information-ressource sur le secteur musical ?

On mesure l'impact sur :

- les professionnels français par leur intérêt à recevoir nos newsletters (mesuré dans le questionnaire de satisfaction annuel) ;
- les professionnels étrangers par leur intérêt à s'abonner à nos newsletters et à nous suivre sur Facebook et Twitter pour les Bureaux qui en ont, comme à Londres où l'on compte 350 followers du Twitter). En 2010, cinq newsletters à destination de

pas moins de 700 professionnels français seront envoyées tous les mois. Au niveau international, ce seront une dizaine de newsletters selon les territoires (rédigées localement, le nombre d'abonnés dépend de la taille des marchés).

Qu'apporte cette activité à l'élaboration des politiques culturelles et musicales ?

Au quotidien via le benchmarking⁵ : Nous informons les professionnels français de la situation de chaque marché à l'étranger, notamment sur les évolutions dans le domaine numérique (puisque dans ces cas-là, c'est le benchmarking qui va les intéresser).

Notre logique d'action fait que les newsletters des bureaux à destination des professionnels locaux vont être dirigées vers l'actualité des artistes en disque comme en spectacle sur leurs territoires pour créer de l'attention, plutôt que de parler de ce qui se passe sur le marché français. Mais il y a quand même un lien, forcément !

Nous agissons sur le champ de la ressource via diverses activités d'information au niveau international. Par exemple, Hadopi a été l'occasion pour beaucoup de bureaux d'organiser des rencontres avec des organisations professionnelles à l'étranger en vue de faire le lien, d'expliquer, etc. Ainsi, les grandes décisions prises en France peuvent être relayées : le Riaaj, équivalent du Snep au Japon, a été intéressé par une séance d'explication ; Le Bureau Export allemand est intervenu pour faire le lien avec l'Ifpi, le ministère de la Culture par rapport au crédit d'impôt.

Mais chaque pays a ses problématiques et les actions du Bureau Export seront alors différentes : le Brésil travaille beaucoup en ce moment sur le droit d'auteur et l'on s'est aperçu que des logiques différentes sont à l'œuvre : Les bureaux de Berlin et São Paulo sont plus identifiés en termes de ressources, alors qu'en Angleterre ou dans les pays largement anglophones, les professionnels se tournent vers l'Ifpi.

En somme, nous faisons beaucoup de mise en relation entre les divers acteurs pour les sujets importants en France.

Présentation du Réseau Ressource

par Mathieu Lambert, coordinateur national du Réseau Ressource

Quel est l'objet du Réseau Ressource ?

Le Réseau Ressource est l'association nationale des chargés d'information et de ressource et des structures qui proposent un centre-ressources comme service à leurs usagers. On retrouve au sein du Réseau des salles de concerts, des réseaux de développement des musiques actuelles, des pôles régionaux, des lieux d'expérimentation et de formation, toutes ces organisations ayant en commun de développer une fonction dite « ressource ».

Nous défendons une vision « autonomisante » de l'action ressource : les porteurs de projet aidés, accompagnés, orientés, sont maîtres de leur parcours. Nous proposons une posture de transmission pédagogique qui doit permettre au musicien de pouvoir se repérer lui-même dans la jungle administrative et réglementaire du milieu culturel. Cette posture est fondamentale à l'ensemble des adhérents du Réseau.

5. Méthode d'analyse comparative, d'adaptation et d'implantation des meilleures pratiques pour améliorer la performance des processus dans une organisation.

Enfin, nous défendons une vision coopérative et partenariale de l'action ressource en posant comme postulat : 1) le chargé d'info et de ressource est un médiateur entre de multiples intervenants sur la filière des musiques actuelles 2) à charge pour lui de travailler en réseau avec les professionnels de son territoire 3) à charge pour lui, dans le cadre de son projet de structure et avec l'appui du Réseau Ressource, de développer les outils adéquats à son territoire d'intervention.

Quelles sont les actions mises en œuvre par le Réseau Ressource ?

Le Réseau Ressource travaille à rendre visible et lisible cette fonction, à mieux la définir et à la professionnaliser à travers un programme de formation continue. Ce programme permet de mieux armer les chargés d'info dans leur rapport aux groupes de musique : il s'agit de répondre le plus efficacement possible aux demandes multiples de porteurs de projet (questions de droit, de formations, de financement, de législation, etc.).

Nous avons également créé un référentiel métier permettant de mieux définir les missions, les tâches et les compétences nécessaires pour mener un projet de ressource sur un territoire.

Le Réseau crée des outils pour faciliter le travail des chargés d'info : base de données (<http://www.reseaudocs.org>), fiches pratiques, certifications de données, veille informative. Nous cherchons à développer des coopérations et des protocoles d'entraide entre techniciens : circulation d'informations, échanges de coordonnées, temps de dialogue autour de questionnements communs.

Le Réseau accompagne les projets de création de centres ressources sur les territoires comme récemment le projet du Moloco en pays de Montbéliard. L'expertise accumulée sur la fonction permet de répondre justement, et toujours en lien avec le tissu local, aux demandes multiples de création d'un centre ressource, terme derrière lequel on peut mettre tout et n'importe quoi. Nous essayons d'y mettre ni « tout » (ce qui est contraire à notre vision partenariale) ni « n'importe quoi » (ce qui est contraire à notre volonté pédagogique), mais un projet adapté au territoire, au lieu, à l'histoire des acteurs locaux.

Enfin, nous menons une réflexion sur l'avenir du métier à l'heure des grands changements que nous vivons actuellement : dématérialisation des supports, intégration européenne, disparition de l'art et de la culture en tant que sphère autonome de la vie publique. C'est le sens des séminaires de travail que nous proposons cette année 2010 : le premier en juin, le second en novembre, sur la question de la dimension économique de l'accompagnement-conseil, ou comment les chargés d'info et les structures relais peuvent contribuer au développement économique des projets musicaux.

Le rôle d'Opale / CNAR Culture

par Réjane Sourisseau, chargée de mission

Depuis 2004, Opale remplit une fonction de ressources pour la culture dans le cadre d'un dispositif de soutien à l'emploi associatif, le DLA (Dispositif Local d'Accompagnement). Il permet aux associations de bénéficier de conseils pour développer, réorganiser leurs activités : dans chaque département un DLA les accueille, diagnostique leurs

besoins puis les met en relation avec un consultant adapté à leurs problématiques. Ce dispositif bénéficie de financements du Fonds Social Européen, de l'État (ministère de l'Économie), de la Caisse des Dépôts et en région, de différentes collectivités locales. La mission portée par Opale est ciblée, nous ne nous adressons pas directement aux porteurs de projets, mais aux « intermédiaires » :

- aux chargés de mission qui mettent en place les accompagnements ;
- aux regroupements du secteur culturel, en particulier aux membres de l'Ufisc et de la Cofac qui sont nos partenaires ;
- aux consultants qui mènent les missions de conseils.

Ces dernières années, nous avons mené de nombreux travaux d'observation permettant de mieux connaître le secteur, comme par exemple Les associations culturelles employeurs en France (enquête nationale 2008). Nous produisons également des outils d'analyse sur des sujets phares, par exemple L'emploi d'intermittents dans les compagnies sous statut associatif, Associations culturelles et mécénat d'entreprises, Culture et économie solidaire, Les groupements d'employeurs...

Notre action contribue à rendre plus lisibles et plus visibles la réalité du secteur associatif dans la culture, à professionnaliser et à outiller les acteurs, à créer des connexions, des mises en réseaux.

ANNEXES • RENCONTRE NATIONALE

Enjeux de la ressource dans le domaine culturel

Mardi 1^{er} juin à la salle Boris Vian (grande halle de la Villette – Paris). Organisée par la Conférence permanente des centres nationaux de ressources, cette journée de réflexion (accès libre, sur inscription) s’articulera autour de 3 tables rondes, précédées de communications dédiées.

1^{re} table ronde : Les objectifs et les enjeux de la ressource dans le domaine culturel (Connaissance, expertise, visibilité, structuration, veille et prospective... – Circulation de l’information, outillage, insertion professionnelle, insertion économique... – Structuration d’outils « parapublics », soutien d’une fonction professionnelle – Définition de politiques publiques, coordination)

– Communication d’Alex Dutilh, journaliste, ancien directeur du Cenam : l’information et la ressource : 4^e pilier de la structuration culturelle

2^e table ronde : Quelles fonctions et quelles compétences pour une information qualifiée? Collecte, validation et qualification de l’information, expertise et valorisation, veille, production et diffusion de ressources, gratuité et citation des sources, compétences et formations...

– Communication de Gaël Bouron, chargé d’études socio-économiques : les métiers de la ressource (définition générale, fonctions, lexicologie : orientation, information, doc, conseil, accompagnement, observation, expertise...)

3^e table ronde : Quelle adaptation des fonctions de ressource aux nouveaux usages? Quels nouveaux comportements d’acquisition de l’information? Quels nouveaux outils? Quelle pédagogie? Comment s’adapter? Quelle concurrence? Quel partage de la production de connaissance? Quels enjeux de l’intervention professionnelle? Quels enjeux de l’intervention publique?

– Communication d’Hervé Le Crosnier, universitaire et éditeur de L’entonnoir, Google sous la loupe des sciences de l’information et de la communication (C&F ed.) : De l’accès rapide à l’information à la Goo-gueule de bois

Nb : les intitulés des communications sont provisoires.

*

Les journées d’informations juridiques et professionnelles

de la Conférence permanente des centres d’information et de ressources du domaine culturel

Les archives

1.– 24 février 1999 :

La fiscalité des associations du spectacle vivant

2.– 4 octobre 1999 :

Le statut des artistes intervenant dans les actions de sensibilisation

3.– 29 janvier 2001 :

Spectacle vivant et droit de l'audiovisuel : captation, reportage, documentaire

4.– 10 et 11 décembre 2001 :

La circulation internationale du spectacle vivant

5.– 10 février 2003 :

Pratiques et usages des contrats dans le Spectacle vivant : coproduction, résidence, cession, coréalisation

6.– 8 décembre 2003 :

Bénévoles et pratiques amateurs dans le spectacle vivant

7.– 7 juin 2004 :

Organiser un événement artistique sur l'espace public : quelle liberté, quelles contraintes ?

8.– 6 juin 2005 :

La formation professionnelle continue : état des lieux et perspectives pour le spectacle vivant

9.– 30 janvier 2006 :

Pratiques et usages des droits d'auteur(s) dans le spectacle vivant : reconnaissance et impacts de la qualité d'auteur

10.– 29 janvier 2007 :

L'organisation d'une tournée à l'étranger

11.– 1^{er} décembre 2008 :

La structuration des activités et de l'emploi dans le secteur artistique : état des lieux et perspectives

12.– 2 décembre 2009 :

Le cumul d'activités dans les secteurs artistiques : modalités et conséquences

La Conférence permanente fait l'objet d'un protocole de partenariat signé à l'origine par le Centre national du Théâtre, Hors les murs et l'Irma, et, depuis 2008 par le Centre national de la Danse.

Présentation de RéseauDocs

Qu'est ce que RéseauDocs ?

RéseauDocs est une base de données documentaire commune aux centres et lieux d'information – ressources dans le domaine des musiques actuelles. Cette plateforme a été lancée en juin 2009 par la Cartonnerie, le CNV, l'Irma et le Réseau Ressource.

Premier outil gratuit de recherche et de gestion documentaire partagé au service des acteurs du secteur culturel, RéseauDocs compte aujourd'hui plus de 2 000 références disponibles et 17 centres participants.

RéseauDocs s'adresse à la fois :

- aux chargés d'information et de ressource, qui peuvent ainsi gérer leur fonds documentaire, les emprunts, valoriser simplement et efficacement la documentation dans leur structure.

- aux étudiants, chercheurs et porteurs de projets dans le secteur culturel, qui peuvent ainsi rechercher en quelques clics parmi tous les fonds documentaires des centres participants.

Accessible à tous sur www.reseaudocs.org, RéseauDocs constitue :

- un catalogue en ligne des documents (physiques et numériques) concernant la gestion de projets culturels et artistiques, disponibles dans les centres documentaires participants.
- une bibliothèque des données juridiques, techniques, statistiques, fiscales, réglementaires... concernant les cultures et les musiques actuelles.
- un portail web de recherche permettant de lister les documents existants par secteur d'activité, par thème et par territoire, d'orienter les utilisateurs vers leurs auteurs, éditeurs et les centres de ressources.

RéseauDocs est conçu pour accueillir tous les documents liés à la gestion de projets culturels, quelles que soient les esthétiques, les disciplines artistiques ou culturelles et les territoires concernés. Grâce à l'adhésion de nouvelles structures, la base est en permanente évolution.

Pourquoi RéseauDocs ?

- Constat de l'inaccessibilité des données relatives aux musiques actuelles, en raison de l'absence d'un recensement systématique, et d'une répartition aléatoire et non mutualisée des documents.
- Les structures de musiques actuelles (et culturelles en général) ont souvent peu de moyens, humains, temporels et financiers, à dédier à la documentation : ainsi la mutualisation s'avère indispensable pour gérer des fonds documentaires de façon efficace et pertinente. L'intérêt de fonctionner en réseau pour la gestion documentaire est donc multiple :
 - gain de temps ;
 - mutualisation des compétences ;
 - indexation uniformisée des documents au niveau national ;
 - amélioration de la gestion documentaire (=professionnalisation, structuration...) au sein des centres infos ressources ;
 - amélioration de l'accès aux données existantes et de la circulation des données numériques ;
 - valorisation de fonds locaux et spécifiques peu identifiés jusqu'alors.
- Les outils généralistes de documentation sont souvent complexes, techniquement spécifiques et font ainsi appel à des compétences peu présentes dans le secteur culturel. En outre, ils ne sont pas forcément pertinents pour la documentation de ce secteur : d'où l'intérêt de mettre en place un outil spécialisé, simplifié, dont les chargés d'info-ressource peuvent s'emparer facilement sans compétence particulière. À ce titre, l'utilisation d'un logiciel libre de gestion documentaire (PMB pour pHp My Bibli) correspond tout à fait à la démarche.
- Enjeu de la numérisation : la plupart des documents étant désormais disponibles au format numérique, la circulation de l'information est d'autant plus facilitée avec un outil national, géré et accessible en ligne comme RéseauDocs.

Lien avec l'Irma :

RéseauDocs contient une grande partie des documents disponibles en consultation au CRD (centres de ressources et de documentation) de l'Irma, ouvert du lundi au mercredi de 14 heures à 18 heures Au quotidien, RéseauDocs est coordonné par Camille Gillet à l'Irma.

Faites votre recherche → base.reseaudocs.org

Une question ? → contact@reseaudocs.org